

# Note d'Yvan Verougstraete : maintien des primes Renolution, administrations à la diète et pause du projet de métro 3

Le Soir – Julien Thomas - 26/12/2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/719016/article/2025-12-26/note-dyvan-verougstraete-maintien-des-primess-renolution-administrations-la-diete>

Comme prévu, les partis impliqués dans le projet de gouvernement de centre-gauche à Bruxelles ont reçu sous le sapin une première note budgétaire et programmatique. En guise de père Noël, c'est le président des Engagés et formateur bruxellois, Yvan Verougstraete, qui leur a envoyé ces documents qui servent de « pièce à casser ». Les formations concernées à côté des Engagés (Groen, Vooruit, CD&V, PS, Ecolo, Défi) doivent envoyer leurs remarques pour le 31 décembre. En ce moment, responsables politiques et sherpas de chaque camp passent les documents au peigne fin et préparent leurs commentaires. « Ils seront nombreux », prévient déjà un interlocuteur. D'une cinquantaine de pages, le volet programmatique doit servir de base à une future note de déclaration générale. Malgré un langage technocratique et un certain flou, son contenu fait déjà ressortir la difficulté qu'auront les sept formations très hétéroclites à trouver un accord. Chacune y trouvera des raisons de se réjouir (ou de se rassurer), mais aussi d'y redire. Rien de plus normal puisqu'à ce stade, Yvan Verougstraete cherche à garder tout le monde impliqué dans ces négociations.

Intitulée *Treize priorités pour remettre Bruxelles en mouvement*, la note programmatique consacre un chapitre important aux objectifs budgétaires. Ce n'est pas une surprise au regard des finances de la Région qui frôlent le rouge écarlate. Sa dette est ainsi passée, en trois ans, de 11 à 16 milliards d'euros. A politique inchangée, celle-ci atteindra les 22 milliards en 2029. Les objectifs ambitieux déjà exprimés publiquement (la réduction du déficit d'un milliard d'euros d'ici quatre ans) sont recouchés sur papier. Pour ramener le déficit à 248 millions d'euros sous cette législature, Yvan Verougstraete prévoit une trajectoire budgétaire avec 80 % d'efforts en dépenses et 20 % en recettes. Notons que la clé de répartition semblait assez semblable lors des tractations menées l'automne dernier par le MR de David Leisterh (un milliard d'euros d'économies, dont au moins 800 millions d'euros récurrentes à identifier). La note est construite autour de ces objectifs budgétaires. Le prochain gouvernement devra simplifier, rationaliser et couper dans une série de dépenses.

## Rénover le système d'égouts

Les auteurs annoncent d'emblée la couleur. Le gouvernement devra prendre des « décisions difficiles » s'il voit le jour. Cependant, ils insistent aussi sur « le respect de la concertation sociale ». Un projet de monitoring renforcé se trouve sur la table pour permettre un suivi strict et transparent de la trajectoire budgétaire. La mise en place de mesures structurelles (nous y reviendrons ci-dessous) et la cession d'actifs doivent permettre à la Région d'emprunter encore maximum trois milliards d'ici 2029. De telles ventes pourraient

concerner des terrains de la société régionale de logements sociaux (SLRB) et de la Stib (moyennant un inventaire). Un tiers de ces trois milliards pourrait ensuite servir à des investissements prioritaires telle la réfection des égouts. Pour rappel, faute de moyens, l'intercommunale bruxelloise Vivaqua procède, depuis des années, de manière très insuffisante au remplacement de son système de canalisations. Enfin, le très coûteux projet de métro 3 serait, quant à lui, mis sur pause, possiblement pour une longue durée.

Ce n'est pas un secret : difficile de réaliser des économies substantielles sans rationaliser et mettre à la diète la pléthore d'administrations et de structures publiques bruxelloise. Sans surprise, le volet qui concerne la fonction publique se révèle donc costaud. Selon l'administration Talent.brussels, le personnel a ainsi bondi d'environ 40 % entre 2015 et 2024. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 40 % ces dernières années. Ces différents postes représentent aujourd'hui trois milliards, soit pas moins 40 % du budget régional. Prudent, Yvan Verougstraete évoque le maintien du gel des recrutements et prend soin d'éviter le terme « licenciement » dans sa note. Il propose cependant d'épargner environ 170 millions d'euros sur les dépenses de personnel « non opérationnel ». Seraient donc exemptés les chauffeurs de la Stib, les agents de collecte de Bruxelles-Propreté, les gardiens de parc ou encore les pompiers. Des rationalisations (bâtiments, fonctions de support) doivent conduire à une économie d'environ 150 millions en coûts de fonctionnement.

Dans cette période de grande rigueur, la note prévoit la non-indexation des salaires des ministres bruxellois, mais aussi la réduction de ceux des 89 députés qui siègent rue du Lombard. Ces mesures peuvent être qualifiées de « bon sens », voire aussi... de rattrapage. Les députés et ministres fédéraux et wallons viennent en effet de renoncer à une partie de leur rémunération sous cette législature. Notons que le monde politique bruxellois pourrait déjà prendre ces mesures sans attendre, malgré les affaires courantes. Dans le cadre d'une réforme de l'Etat, l'éventuel gouvernement Verougstraete proposerait aussi une diminution de moitié du nombre de députés bruxellois. Cette baisse drastique du contingent actuel jugé quasi unanimement pléthorique, n'est toutefois pas près de voir le jour. Elle passe en effet l'approbation d'une loi spéciale au fédéral (Chambre et Sénat).

## Maintien des primes Renolution

Que retenir de cette note de Noël (complétée par un tableau budgétaire) ? D'abord que le document possède une certaine consistance. Ensuite, qu'il est très « centriste » dans la mesure où le formateur essaie de contenter tous ses possibles partenaires. Défi lira, par exemple, avec satisfaction la proposition de transfert de la compétence du balayage aux communes, qu'il prône depuis longtemps, tout comme l'approbation rapide du code du bien-être animal et l'interdiction de tout site d'abattage après la fermeture prochaine de celui d'Anderlecht. Ecolo se félicitera du maintien du dispositif de primes à la rénovation Renolution. Lors des négociations précédentes, le MR privilégiait plutôt l'instauration de prêts à taux zéro. Le PS verra d'un bon œil la possibilité d'exceptions socio-économiques (pour les travailleurs de nuit par exemple) dans le cadre de la zone de basses émissions (LEZ). Quant au CD&V, il notera l'ambition de « renforcer le bilinguisme au sein des services publics et du secteur des soins ».

En réalité, tous ces points représentent aussi... autant de possibles pierres d'achoppement. Citons aussi la réduction du financement du futur musée Kanal et la demande à la Stib

d'étudier une hausse de ses tarifs pour obtenir 30 millions d'euros de recettes en plus d'ici 2029. Rappelons cependant que le processus de formation ne surgit pas de nulle part. Bien avant son lancement officiel, le PS, Les Engagés, Groen et Vooruit ont discrètement préparé le terrain. Ces quatre partis ont donc eu l'occasion de passer en revue les sujets sensibles. La mobilité et la question des « friches » restent cependant deux dossiers extrêmement délicats à trancher. Avec Ecolo, Groen bénéficie désormais d'un allié à table sur ces thématiques. Le plan Good Move a en effet cristallisé de vives tensions sous la précédente législature. Pareil pour les friches, qui réunissent à la fois les problématiques du logement et de la biodiversité, et au sujet desquelles rouges et verts se sont vivement affrontés au sein de l'équipe Vervoort. Yvan Verougstraete souhaite d'ailleurs un accord sur ce second sujet dès les premiers jours de janvier.

Rappelons ceci dit que l'attelage « Guinness » comme le surnomme son initiateur (au regard des records battus) reste bancal et incertain. Au niveau francophone, la coalition possède une courte majorité (37 sièges sur 72), tandis que le compte n'y est pas à ce stade chez les néerlandophones (9 nécessaires sur 17, contre 7 à ce stade). L'objectif semble donc de convaincre l'Open VLD (qui reste très sceptique à ce stade). Plus globalement, réduire le déficit d'un milliard d'euros avec une majorité si courte et hétéroclite reste improbable. Le maintien d'un climat de confiance au sein d'une telle armée mexicaine (sept à huit partis) constitue un défi de taille. « Ceux qui font fuiter ces documents jouent avec le feu », glisse, d'ailleurs, un négociateur.